

SALVAN EXPERTISE

Expertise-comptable

Commissariat aux comptes

Association Départementale pour le Développement des Arts (Musique, Danse, Théâtre, Cirque) ADDA 81

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association Départementale pour le Développement des Arts (Musique, Danse, Théâtre, Cirque)
ADDA 81

1 Rue de l'École Normale - 81000 ALBI

SALVAN EXPERTISE- 53 Route de Lavaur - Le Calys - 31240 L'UNION

Société par actions simplifiée au capital de 5.000,00 euros

contact@salvanexpertise.fr - 05 31 54 31 02

RCS TOULOUSE 879 190 734 00027 - APE 69.20Z

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables d'Occitanie

Thomas SALVAN inscrit à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Toulouse sous le numéro
1100092771 - SIRET 922 380 829 00023



**Association Départementale pour le Développement des Arts (Musique,
Danse, Théâtre, Cirque) ADDA 81**

1 Rue de l'École Normale - 81000 ALBI

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Départementale pour le Développement des Arts du Tarn relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



**Association Départementale pour le Développement des Arts du Tarn
ADDA 81**

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels
31 décembre 2023

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

L'UNION le 19 avril 2024



Thomas SALVAN

Commissaire aux comptes

ADDA DU TARN

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent	
	31/12/2023				31/12/2022	
	(12 mois)				(12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 561,01	1 406,23	154,78	0,05	675,12	0,23
Immobilisations corporelles						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	7 119,95	6 557,39	562,56	0,19	401,33	0,14
. Autres immobilisations corporelles	21 388,80	16 853,03	4 535,77	1,50	8 052,22	2,78
Immobilisations financières						
TOTAL (I)	30 069,76	24 816,65	5 253,11	1,73	9 128,67	3,15
ACTIF CIRCULANT						
Avances et acomptes versés sur commandes	1 880,28		1 880,28	0,62		
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	9 375,63		9 375,63	3,09	16 197,50	5,58
. Autres	18 389,00		18 389,00	6,06	324,01	0,11
Disponibilités	265 835,64		265 835,64	87,65	262 849,22	90,62
Charges constatées d'avance	2 554,98		2 554,98	0,84	1 573,24	0,54
TOTAL (II)	298 035,53		298 035,53	98,27	280 943,97	96,85
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	328 105,29	24 816,65	303 288,64	100,00	290 072,64	100,00

75

ADDA DU TARN
BILAN PASSIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

PASSIF		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Réserves					
. Réserves pour projet de l'entité		145 304,40	47,91	163 838,17	56,48
Excédent ou déficit de l'exercice		-1 274,90	-0,41	-18 533,77	-6,38
Situation nette (sous total)		144 029,50	47,49	145 304,40	50,09
	TOTAL (I)	144 029,50	47,49	145 304,40	50,09
FONDS REPORTES ET DEDIES					
Fonds dédiés				8 000,00	2,75
	TOTAL (II)			8 000,00	2,75
PROVISIONS					
	TOTAL (III)				
DETTES					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		35 824,08	11,81	33 551,03	11,57
Dettes fiscales et sociales		70 104,74	23,11	74 014,19	25,52
Autres dettes		1 947,96	0,64	53,02	0,02
Produits constatés d'avance		51 382,36	16,94	29 150,00	10,05
	TOTAL (IV)	159 259,14	52,51	136 768,24	47,15
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		303 288,64	100,00	290 072,64	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
ENGAGEMENTS DONNÉS					

75

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Ventes de biens et services									
- Ventes de prestations de services		190 520,29		158 857,82		31 663	19,93		
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		710 580,15		777 318,80		-66 738	-8,58		
- Ressources liées à la générosité du public									
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		3 880,00		2 100,00		1 780	84,76		
Utilisations des fonds dédiés		8 000,00		47 500,00		-39 500	-89,15		
Autres produits		14,20		21,51		-7	-33,32		
Total des produits d'exploitation (I)		912 994,64		985 798,13		-72 804	-7,38		
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises		5 408,00		9 547,00		-4 139	-43,34		
Autres achats et charges externes		409 953,42		471 159,08		-61 206	-12,98		
Impôts, taxes et versements assimilés		16 478,14		21 620,54		-5 142	-23,77		
Salaires et traitements		333 413,85		314 822,10		18 591	5,91		
Charges sociales		134 423,45		124 864,61		9 559	7,66		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		5 307,36		4 994,01		313	6,27		
Reports en fonds dédiés				8 000,00		-8 000	-100,00		
Autres charges		9 794,28		14 868,45		-5 074	-34,12		
Total des charges d'exploitation (II)		914 778,50		969 875,79		-55 097			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-1 783,86		15 922,34		-17 705	-111,19		
PRODUITS FINANCIERS:									
Autres intérêts et produits assimilés		2 199,80		1 173,80		1 026	87,47		
Total des produits financiers (III)		2 199,80		1 173,80		1 026	87,47		
CHARGES FINANCIERES:									
Total des charges financières (IV)									
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		2 199,80		1 173,80		1 026	87,47		
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		415,94		17 096,14		-16 681	-97,56		
PRODUITS EXCEPTIONNELS:									
Sur opérations de gestion		138,87		255,00		-117	-45,87		
Total des produits exceptionnels (V)		138,87		255,00		-117	-45,87		
CHARGES EXCEPTIONNELLES:									
Sur opérations de gestion		1 829,71		35 884,91		-34 055	-94,89		
Total des charges exceptionnelles (VI)		1 829,71		35 884,91		-34 055	-94,89		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-1 690,84		-35 629,91		33 939	95,26		
Total des produits (I + III + V)		915 333,31		987 226,93		-71 893	-7,27		

ADDA DU TARN

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	916 608,21	1 005 760,70	-89 152	-8,85
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 274,90	-18 533,77	17 259	93,13
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature	22 730,00	21 849,00		
Bénévolat				
TOTAL	22 730,00	21 849,00		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	22 730,00	21 849,00		
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL	22 730,00	21 849,00		

73

Annexe association

PREAMBULE

L'ADDA « Association Départementale pour le Développement des Arts », a pour objectifs:

- La coordination des activités et des manifestations musicales, chorégraphiques, théâtrales et circassiennes se déroulant dans le département.
- L'harmonisation des moyens mis en Suvre
- Le développement des activités déjà existantes et la favorisation de toutes nouvelles initiatives pouvant contribuer à l'élargissement de la vie musicale, chorégraphique, théâtrale et circassienne dans les département par des actions d'information, de sensibilisation, de formation des amateurs et professionnels, de diffusion et de création dans le respect de la liberté de conscience et du principe de non-discrimination.

Le projet d'activité 2023 s'appuie sur les axes suivants :

- La poursuite de l'action qui contribue à un objectif de généralisation de l'éducation artistique ;
- Un renforcement des actions de formation en direction des amateurs et des travailleurs sociaux et du secteur de la santé ;
- Un accroissement des actions de diffusion liées aux dispositifs d'éducation artistique et de formation;

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 303 288,64 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 1 274,90 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels. TS

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro. *TS*

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels:

- immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	03 ans
Matériel et outillage	de 03 à 05 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 04 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement. 75

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent. 75

Annexe association (suite)
NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 561,01			1 561,01
Immobilisations corporelles	27 076,95	1 431,80		28 508,75
Immobilisations financières				
TOTAL	28 637,96	1 431,80		30 069,76

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	885,89	520,34		1 406,23
TOTAL I	885,89	520,34		1 406,23
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	6 135,82	421,57		6 557,39
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	12 487,58	4 365,45		16 853,03
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	18 623,40	4 787,02		23 410,42
TOTAL GENERAL (I+II)	19 509,29	5 307,36		24 816,65

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	9 375,63	9 375,63	
Autres créances	19 473,00	19 473,00	
Charges constatées d'avance	2 554,98	2 554,98	
TOTAL	31 403,61	31 403,61	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	8 005,06
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	17 938,22
TOTAL	25 943,28

TS

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	163 838,17	-18 533,77			145 304,40
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-18 533,77	18 533,77	-1 274,90		-1 274,90
Dont générosité du public					
Situation nette	145 304,40		-1 274,90		144 029,50
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	145 304,40		-1 274,90		144 029,50
TOTAL dont générosité du public					

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de 75

projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation 2022 - Département du Tarn Projet Structurant	8 000,00		8 000,00				
TOTAL	8 000,00		8 000,00				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	35 824,08	30 340,08		
Dettes fiscales et sociales	70 104,74	69 123,08		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	1 947,96	1 897,96		
Produits constatés d'avance	51 382,36	51 382,36		
TOTAL	159 259,14	152 743,48		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	24 660,27
Dettes fiscales et sociales	46 636,66
Autres dettes	1 897,96
TOTAL	73 194,89

TS

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
Departement	Fonctionnement	560 000,00	560 000,00			
DRAC Occitanie	Plan choregrplhiq	40 000,00	40 000,00			
DRAC Occitanie	Missions fondame	65 000,00	65 000,00			
DRAC Occitanie	Plateforme	25 000,00	25 000,00			
Departement	Un été dans le Ta	17 000,00	17 000,00			
ASP	Aide embuahe	63,00	63,00			
ASP	sERVICE CIVIQU	3 517,00	3 237,00	280,00		
TOTAL		710 580,00	710 300,00	280,00		

Analyse du chiffre d'affaire et des ressources

Répartition par type de produits	montant
Ventes de produits	
Billetterie	6 335,00
Inscription formation interdépartementale et stages	
Inscription stage théâtre	
Inscription stage danse	6 079,29
Inscription au stage musique	397,98
Partenariat plateforme	
Partenariat musique	30 543,74
Partenariat danse	72 824,12
Partenariat théâtre	30 373,10
Partenariat communes et EPCI	12 980,00
Partenariat public spécifique	24 287,06
Partenariat Education Nationale	6 700,00
Total des produits hors subventions	190 520,29

Répartition par marché géographique	Montant
France	190 520,29
Etranger	
TOTAL	190 520,29

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	138,87
Sur opérations de gestion	138,87
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Charges exceptionnelles	1 829,71
Sur opérations de gestion	1 829,71
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	- 1 690,84

Contributions volontaires en nature

Mise à disposition par le Conseil Général

L'association utilise depuis début juillet 2017, des locaux mis à disposition sur le site de l'Ecole Normale.

Le montant de cette mise à disposition est d'un montant global de 22 730,35 €, ventilé de la manière 75

suivante :

- " Valeur locative : 17 415.00 €
 - " Charges locatives : 1 195.23 €
 - " Fluides : 3 078.21 €
 - " Assurances : 66.65 €
 - " Maintenance des équipements et des locaux : 399.26 €
 - " Autres charges :
- Abonnement téléphonique et internet : 576.00 € TS

Annexe association (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Méthode d'évaluation :

La méthode retenue dans le cadre de cette évaluation est la méthode des unités de crédit projetées (ou méthode du prorata des droits au terme).

Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme US GAAP). Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle.

Evaluation de l'engagement :

Compte tenu des données de l'entreprise, des hypothèses actuarielles retenues, soit principalement un taux d'actualisation brut de 3.20 %, le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière évalué au 31/12/2023 s'élève à 160 528.70 euros.

Effectif moyen

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	5	2
Non cadres	2	
TOTAL	7	2

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 6500 € HT, soit 7800 € TTC. 75

SALVAN EXPERTISE

Expertise-comptable

Commissariat aux comptes

Association Départementale pour le Développement des Arts (Musique, Danse, Théâtre, Cirque) ADDA 81

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association Départementale pour le Développement des Arts (Musique, Danse, Théâtre, Cirque)
ADDA 81

1 Rue de l'École Normale - 81000 ALBI

SALVAN EXPERTISE- 53 Route de Lavaur - Le Calys - 31240 L'UNION

Société par actions simplifiée au capital de 5.000,00 euros

contact@salvanexpertise.fr - 05 31 54 31 02

RCS TOULOUSE 879 190 734 00027 - APE 69.20Z

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables d'Occitanie

Thomas SALVAN inscrit à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Toulouse sous le numéro

1100092771 - SIRET 922 380 829 00023



**Association Départementale pour le Développement des Arts du Tarn
ADDA 81**

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
31 décembre 2023

**Association Départementale pour le Développement des Arts (Musique,
Danse, Théâtre, Cirque) ADDA 81**

1 Rue de l'École Normale - 81000 ALBI

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2023

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de commerce qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Convention Conseil Départemental du Tarn

Personnes concernées

- Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Vice-Président du Conseil Départemental et Président de l'ADDA 81 ;

Les personnes suivantes, à la fois membres du Conseil d'administration de l'ADDA 81 et occupant des fonctions au sein du Conseil départemental du Tarn :

- Madame Eva GÉRAUD, Conseillère Départementale ;
- Madame Nadia OULD-AMER Conseillère départementale
- Madame Catherine RABOU, Conseillère Départementale ;
- Madame Marie-Louise AT, Conseillère Départementale ;
- Monsieur David DONNEZ, Conseiller Départemental ;



**Association Départementale pour le Développement des Arts du Tarn
ADDA 81**

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
31 décembre 2023

Nature et objet

1. Convention de moyens financiers et matériels contribuant au fonctionnement et aux actions menées par l'Association
2. Subvention spécifique « Un été dans le Tarn »

Modalités

1. La subvention de fonctionnement a été comptabilisée en produits sur l'exercice pour un montant de 560.000 euros.
2. La subvention spécifique « Un été dans le Tarn » a été comptabilisée en produits sur l'exercice pour un montant de 17.000 euros

Convention Etat

Personne concernée

- Monsieur Michel ROUSSEL, Directeur Régional des Affaires Culturelles et membre du Conseil d'administration de l'ADDA 81

Nature et objet

Convention de soutien au fonctionnement et aux actions comprenant 3 volets :

- Missions fondamentales
- Développement chorégraphique
- Plateforme

Modalités

La subvention a été comptabilisée en produits sur l'exercice pour un montant total de 130.000 euros décomposée comme suit :

- Missions fondamentales pour un montant de 65.000 euros
- Développement chorégraphique pour un montant de 40.000 euros
- Plateforme pour un montant de 25.000 euros

Convention Education Nationale

Personne concernée

- Madame Marie-Claire DUPRAT, Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale

Nature et objet

Programme de danse, de musique et de théâtre

Modalités

Les partenariats comptabilisés en produits sur l'exercice se sont élevés à 6.700 euros.



**Association Départementale pour le Développement des Arts du Tarn
ADDA 81**

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions règlementées
31 décembre 2023

Contributions volontaires du Conseil Départemental du Tarn

Personnes concernées

- Monsieur Laurent VANDENDRIESCHE, Vice-Président du Conseil Départemental et Président de l'ADDA 81 ;

Les personnes suivantes, à la fois membres du Conseil d'administration de l'ADDA 81 et occupant des fonctions au sein du Conseil départemental du Tarn :

- Madame Eva GÉRAUD, Conseillère Départementale ;
- Madame Nadia OULD-AMER Conseillère départementale
- Madame Catherine RABOU, Conseillère Départementale ;
- Madame Marie-Louise AT, Conseillère Départementale ;
- Monsieur David DONNEZ, Conseiller Départemental ;

Nature et objet

Mise à disposition gratuite de locaux et autres moyens de fonctionnement

Modalités

Le montant total de cette mise à disposition gratuite de moyens de fonctionnement s'élève à 22.730,35 €.

L'UNION le 19 avril 2024



Thomas SALVAN
Commissaire aux comptes